

Association québécoise de l'industrie touristique

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Mémoire de l'Association québécoise de l'industrie touristique (AQIT) Créée en 2001, l'Association québécoise de l'industrie touristique (AQIT) rassemble et concerta les entreprises et les organismes touristiques du Québec. Elle a pour mission de promouvoir et de défendre leurs intérêts afin de favoriser le développement économique de l'industrie touristique. L'AQIT est reconnue par les gouvernements, les partenaires socioéconomiques et le grand public comme le principal porte-parole touristique en matière d'affaires économiques et publiques au Québec. À l'égard des consultations que vous effectuez présentement sur le budget 2013, les trois même grandes priorités visant à stimuler la compétitivité de la destination touristique canadienne sur les marchés extérieurs se dégagent à nouveau cette année. Elles ont été identifiées par les chefs de file de l'industrie touristique québécoise comme étant les suivantes : 1. Financement de la Commission canadienne du tourisme ; 2. Structure des coûts d'aviation ; 3. Soutien pour la programmation des festivals et des événements. Impact économique du tourisme Au Québec en 2011, l'industrie touristique québécoise générait 11 milliards de recettes touristiques et se classait au 4e rang des secteurs d'exportation. Les 30 000 entreprises touristiques québécoises créent à elles seules, 400 000 emplois directs et indirects. Au Canada, le tourisme générait à lui seul quelque 78 milliards de recettes durant la même période. Suite à un partenariat étroit entre l'industrie et le gouvernement du Québec, la ministre du Tourisme du Québec, madame Nicole Ménard, dévoilait en mai 2011, le Plan de développement de l'industrie touristique du Québec 2012-2020. Ce Plan contient plus d'une trentaine de mesures qui stimuleront le développement du tourisme et des entreprises, permettant d'atteindre un taux de croissance annuel moyen de 5% des recettes touristiques d'ici 2020, ce qui se traduira par : • une augmentation des recettes touristiques de 7 milliards de dollars; • l'accueil de 7 millions de visiteurs de plus; • la création de 50 000 nouveaux emplois au Québec. À l'échelle internationale, le tourisme est une industrie en forte croissance qui génère actuellement plus de 1 billion US \$ en revenus d'exportation, ce qui le situe au 4e rang mondial. Les visiteurs internationaux stimulent la croissance à long terme et la compétitivité de l'industrie touristique canadienne. En 2011, les visiteurs internationaux ont généré à eux seuls 15 milliards de revenus d'exportation pour le Canada. Priorités de l'industrie touristique du Québec pour le Budget 2013 1. Financement de la Commission canadienne du tourisme Au cours de la dernière décennie, le financement de base de la CCT a diminué au fil des ans pour se situer à 72 millions de dollars en 2012/2013 et des coupes de l'ordre de 14,2 millions sont prévues en 2013-2014 et en 2014-2015. En comparaison, la nouvelle organisation de commercialisation des États-Unis fonctionne avec un budget estimé à 200 millions de dollars. Beaucoup d'autres pays investissent davantage dans leurs organisations de promotion du tourisme national, laissant le Canada au 20e rang mondial pour le financement d'un bureau national du tourisme. Dans ce contexte de marché très compétitif, le Canada ne peut pas s'attendre à connaître beaucoup de succès en s'appuyant uniquement sur ses richesses naturelles et ses attractions culturelles. La mise en marché concurrentielle et la valorisation de la destination sont essentielles au potentiel économique du tourisme international. Recommandation L'AQIT recommande que le gouvernement fédéral réévalue le modèle de financement de la Commission canadienne du

tourisme (CCT) en ayant pour objectif de fournir une base stable et concurrentielle pour mettre en valeur de manière efficace le Canada à l'échelle internationale.

2. Structure des coûts d'aviation Selon une récente enquête canadienne sur les intentions de voyage, en 2010, 21 % des voyageurs récréatifs canadiens se sont rendus aux États-Unis en voiture afin de profiter de prix avantageux sur les billets d'avion pour les déplacements aux États-Unis ou à l'étranger. Cette « fuite » indique que des millions de voyageurs canadiens réalisent que le prix d'un billet d'avion au Canada est plus dispendieux que le coût de se déplacer aux États-Unis en voiture et de partir des aéroports américains comme Buffalo, Détroit, Plattsburgh ou Bellingham. Cette tendance est le résultat d'une accumulation de taxes et de frais imposés sur le secteur de l'aviation qui découragent la concurrence et qui gonflent le prix du billet d'avion tant au Canada que vers l'étranger. Les rentes foncières des aéroports, les frais de sûreté de l'aviation, les frais d'améliorations aéroportuaires, les redevances de NAV CAN, les paiements aux municipalités et les taxes sur le carburant d'aviation sont tous des frais qui s'ajoutent au prix final d'un billet d'avion. En comparaison avec le reste de la planète, la compétitivité de notre structure de coûts d'aviation arrive au 125e rang selon le Forum économique mondial. Le Canada est une destination où l'on accède principalement par avion, ainsi la compétitivité de nos prix est essentielle afin d'attirer des visiteurs. Le coût d'un vol vers le Canada doit être comparable, ou inférieur, à celui des destinations concurrentes.

Recommandation L'AQIT recommande que le gouvernement fédéral entreprenne un examen exhaustif de la structure de coûts d'aviation canadienne dans le but de concevoir un régime réglementaire et tarifaire équitable qui permettrait au secteur du voyage et du tourisme d'être concurrentiel sur les marchés mondiaux.

3. Soutien pour la programmation des festivals et événements En élaborant une programmation incontournable et sophistiquée pour les voyageurs avertis, les grands festivals et événements internationaux sont d'importants catalyseurs économiques dans une nouvelle réalité économique. Les investissements dans ce secteur créent des retombées économiques importantes sur l'ensemble des secteurs dont notamment l'hébergement, le transport, l'accueil, les services. Une étude commandée par la Coalition canadienne des festivals en 2010 estime que 15 des plus grands festivals et événements au Canada attirent 12 600 000 participants annuellement, contribuant à hauteur de 650 millions de dollars au PIB et favorisant la création de 15 600 emplois en année complète à travers le pays. Les grands festivals et événements au Canada sont parmi les meilleurs au monde et l'avantage concurrentiel du Canada peut être renforcé grâce à l'amélioration des partenariats stratégiques avec le gouvernement.

Recommandation L'AQIT recommande la création d'un programme de financement permanent pour les festivals et événements majeurs, géré par Industrie Canada. Le Programme des manifestations touristiques de renom (PMTR) en tant que projet pilote, a donné l'occasion aux gestionnaires de festivals et d'événements ainsi qu'aux fonctionnaires de mieux comprendre leurs cultures organisationnelles respectives et de développer des critères de performance économique. Un nouveau programme permettant de combiner les fonds fédéraux avec les ressources du secteur privé aura un effet catalyseur sur la croissance de ce secteur, en plus de générer un rendement économique important pour l'ensemble des Canadiens. Nous, entrepreneurs du tourisme réunis au sein de l'AQIT, investissons beaucoup dans cette industrie. Nous créons un grand nombre d'emplois et nous générons d'importantes retombées économiques au pays. Avec votre soutien, nous sommes convaincus de pouvoir faire beaucoup plus, et encore mieux !

Vous remerciant de votre attention, veuillez accepter, monsieur le Ministre, nos cordiales salutations,

Le Président, Yan Hamel
Président-directeur général Croisières AML cc. L'Honorable Maxime Bernier
Ministre d'État à la Petite Entreprise et au Tourisme

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Notre réponse à la question 1 correspond à notre mémoire

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Notre réponse à la question 1 correspond à notre mémoire

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Notre réponse à la question 1 correspond à notre mémoire

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Notre réponse à la question 1 correspond à notre mémoire